


PREMIÈRE PARTIE

LA FRONTIÈRE DE BRIEY ET LES HAUTS-DE-MEUSE

I

L'ÉNIGME DE BRIEY



LE 20 mai 1915, les six grandes associations industrielles et agricoles d'Allemagne adressaient au chancelier de Bethmann-Hollweg un mémoire confidentiel sur les conditions de la paix future ; entre autres choses il y était dit :

« *La fabrication des obus nécessite des quantités de fer et d'acier dont on ne pouvait se faire une idée autrefois... Si la production de fer brut et d'acier n'avait pas été doublée depuis le mois d'août (1914) la continuation de la guerre eût été impossible.*

« *Comme matière première pour la fabrication de ces quantités de fer brut et d'acier, « la minette » (minerai lorrain) prend une place de plus en plus importante, car ce minerai seul peut être*

extrait chez nous en quantités qui augmentent rapidement. La minette couvre en ce moment 60 à 80 0/0 de la fabrication du fer brut et de l'acier. SI LA PRODUCTION DE LA MINETTE ÉTAIT TROUBLÉE, LA GUERRE SERAIT QUASIMENT PERDUE. »

Ce mémoire fut publié, en septembre 1915, par le *Comité des Forges de France* (1). Ce jour-là, ce qu'on a appelé assez improprement la question de Briey — et qui est celle de l'ensemble du bassin minier lorrain — était posée devant l'opinion et les pouvoirs publics.

En décembre 1917, les métallurgistes allemands insistaient et accentuaient l'aveu. L'Association des industriels allemands du fer et de l'acier et l'Association des métallurgistes allemands adressaient un nouveau mémoire au gouvernement et au haut commandement en vue de l'annexion des bassins miniers de la Lorraine française à l'empire allemand ; les exposants y signalaient ainsi le péril terrible où l'Allemagne se fût trouvée si l'armée française avait pu maintenir sur ce point de Briey l'intégrité de la frontière :

« Notre production de fer brut ne s'est élevée en 1915 et 1916 qu'à 60 et 68 0/0 de la production du temps de paix ; nous n'aurions même pu obtenir ce rendement si de la forteresse de Longwy, située près de la frontière, les Français avaient bombardé avec des canons à longue portée, immédiatement après la déclaration de guerre, les objectifs faciles et dominants que présentaient les vastes constructions des puits et des forges des bassins luxembourgeois et lorrain, s'ils avaient aussitôt fait sauter leurs propres mines et leurs usines dans le voisinage de la frontière.

« Par bonheur pour nous, les Français n'ont pas réussi à détruire les organisations des districts situés des deux côtés de la frontière

(1) *Comité des Forges de France*. Circulaire n° 666. — En novembre 1915, j'enregistrais cet aveu dans mon livre : *Les Frontières lorraines et la force allemande* et j'en tirais cette conclusion : « C'est par Briey que l'Allemagne peut tenir et mener cette guerre » (p. 274).

franco-allemande ; sans cela notre artillerie n'ayant pu être approvisionnée en munitions, LE SORT DE LA GUERRE EUT ÉTÉ RÉGLÉ EN QUELQUES SEMAINES A NOTRE DÉSAVANTAGE. L'Allemagne eût été sans doute obligée d'abandonner de grands territoires sur la rive gauche du Rhin, et elle aurait perdu avec ses principaux gisements de minerai de fer — le bassin lorrain — une des sources les plus importantes de sa force, en même temps que sa situation prépondérante dans le monde...

« Même au cas où nous aurions, à la suite de la perte de la Lorraine, poussé la production de nos autres mines, nous eussions disposé de moyens de guerre sept et huit fois moindres que ceux de nos adversaires, et les empires du Centre eussent été certainement contraints, dans un bref délai, à déposer les armes.

« C'est grâce à la célérité avec laquelle ont été menées les opérations que le peuple allemand a échappé à un tel dénouement. La Belgique a été franchie ; les Français, dès le premier choc, ont été rejetés de l'autre côté de la frontière, et la guerre a été portée très avant en pays ennemi. En remportant ces succès, nous avons sauvé notre bassin de Lorraine et conquis, avec une partie importante du territoire français, de grands trésors de minerai de fer que nous avons mis au service de la guerre. LES MINES QUE NOUS AVONS REMISES EN EXPLOITATION DANS LE BASSIN DE LA LORRAINE FRANÇAISE FIRENT SI BIEN, AU COURS DE L'ANNÉE 1917, QUE NOUS PUMES, GRACE A ELLES, FAIRE FACE A TOUS LES BESOINS DE NOTRE ARTILLERIE. »

Ce document, d'une importance sans égale, fut, pour la première fois, publié et commenté par M. Maurice Barrès dans quatre articles de l'*Echo de Paris* du 25 février au 8 mars 1918 ⁽¹⁾.

(1) Je rappelle pour mémoire mes livres : *Les Frontières lorraines et la force allemande* (Perrin, 1916) ; — *Le Secret de la frontière* (Bossard, 1918) ; — *Le Fer sur une frontière* (Bossard, 1919), où cette question de Briey fut traitée.

La presse allemande a très vivement, au cours de cette guerre, insisté sur l'importance pour l'Allemagne de la tranquille possession

La question de Briey n'est pas née au Parlement ; l'opinion, dès 1916, en fut saisie par la presse, où elle fut agitée des côtés les plus divers : par Maurice Barrès et par moi-même dans *l'Echo de Paris* ; par le général Verraux et par Gustave Téry dans *l'Œuvre* ; par le général Malleterre dans le *Temps* ; par le sénateur Henry Bérenger dans *Paris-Midi*, par bien d'autres encore qu'on ne peut rappeler.

Tous ne voyaient là qu'un moyen de hâter la fin de la guerre en troublant l'exploitation par les Allemands de ce minerai de fer, qu'ils n'avaient pour ainsi dire que là, et tous signalaient

du bassin lorrain. Voici, entre autres, quelques extraits des plus suggestifs :

« Si aux premiers jours de la guerre — déclarait la *Leipziger Nachrichten*, du 10 octobre 1917 — les Français avaient pénétré sur une profondeur d'une douzaine de kilomètres en Lorraine, ils auraient non seulement protégé leur propre production de minerai de Briey, mais porté à notre production allemande de minerai le coup mortel, et la guerre eût été terminée en six mois par la défaite de l'Allemagne. »

« L'Allemagne — avoue le conseiller Haux, dans la *Kölnische Zeitung*, du 15 janvier 1918 — ne doit qu'à l'ignorance de ses ennemis, sur ces questions du fer et du charbon, d'avoir pu continuer sans aucune gêne sa fabrication industrielle. Ses grands bassins miniers sont exposés aux coups de l'ennemi. Les mines de Lorraine sont à la frontière même : les Français en auraient pu aisément anéantir, dès les premiers jours, toutes les superstructures avec des pièces à longue portée et en paralyser l'activité. Si nos ennemis avaient su, au début de la guerre, qu'ils pouvaient paralyser toute notre activité industrielle, c'en était fait de nous ! »

« Si nous ne possédions Briey — confesse le Dr Reichert, l'un des signataires du mémoire rapporté, dans le *Wirtschaftszeitung der Zentralmaetche*, du 7 décembre 1917 — nous aurions été depuis longtemps vaincus, car nous n'aurions pu produire en suffisance le fer et l'acier Thomas ; nous n'aurions pu approvisionner, comme il le fallait, notre armée, notre marine, les armées de nos alliés. Il est facile de se représenter ce qui serait alors advenu des puissances centrales. Si nos ennemis nous avaient chassés de Lorraine, nous n'aurions pu produire que le quart de la fonte que nous fabriquions en temps de paix ; ni nous, ni nos alliés, n'aurions pu vivre dans ces conditions. *Briey nous a sauvé la vie.* »

On pourrait multiplier ces témoignages.

avec insistance au commandement et au gouvernement cet objectif capital.

Le 29 mai 1916, M. Henry Bérenger, rapporteur de la Commission de l'armée, présentait à la Délégation sénatoriale des grandes Commissions son rapport sur « le minerai de fer, le coke métallurgique et la conduite de la guerre actuelle ». La Commission de l'armée du Sénat prenait en conséquence une délibération ainsi motivée :

« La Commission... constatant qu'il résulte d'une déclaration officielle du ministère des Travaux publics, en date du 26 mai 1916, que si l'Allemagne était privée des 30 millions de tonnes de minerai de fer de la Lorraine et du Luxembourg, l'empire allemand serait dans l'impuissance de continuer la guerre actuelle... appelle de la manière la plus pressante l'attention du gouvernement sur cette question vitale... »

En décembre 1916, de mon côté, je saisissais la Chambre, réunie en Comité secret, de cette question de Briey : je ne fus ni écouté, ni entendu.

A la longue et la réflexion aidant, on put se rendre compte du péril effroyable qu'avait fait courir à la France la perte de cette région de Briey, l'âme même de notre métallurgie.

L'évaluation du dommage a été faite par le Comité consultatif des arts et manufactures et consignée dans le *Rapport général sur l'industrie française*, publié en 1919 par le ministère du Commerce. Je ne fais qu'en transcrire les données essentielles :

« L'INVASION DE 1914 NOUS A PRIVÉS DE 83 0/0 DE NOTRE PRODUCTION DE MINERAI DE FER, EN LAISSANT 9 0/0 DANS LA ZONE DES ARMÉES, D'UNE EXPLOITATION TRÈS DIFFICILE ; — DE 62 0/0 DE NOTRE PRODUCTION DE FONTE, EN LAISSANT 19 0/0 DANS LA ZONE DES ARMÉES ET NOUS RÉDUISANT A 19 0/0 DE NOS MOYENS ; — ENFIN DE 60 0/0 ENVIRON DE NOTRE PRODUCTION D'ACIER. »

La perte de Briey et l'occupation de la région houillère du Nord furent l'origine et la cause essentielle de toutes nos diffi-

cultés métallurgiques et pesèrent du plus lourd poids sur les finances du pays.

M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, l'a énergiquement déclaré à la Commission de Briey : (1)

« Je considère que le fait de n'avoir pas sauvé à tout prix les usines de Briey est une chose extrêmement regrettable et qu'avoir été privé de toute la métallurgie du Nord et de l'Est est une chose effroyable, qui pouvait avoir de terribles conséquences.

...« LA PERTE DE BRIEY A ÉTÉ UNE CATASTROPHE.

« J'estime que le fait d'avoir été privé de toute la métallurgie de l'Est, du Nord et du Pas-de-Calais a pu, à un moment donné, mettre en péril le pays et, de plus, lui a coûté, au point de vue dépense à l'étranger, un prix énorme puisque de ce fait il a fallu payer en dollars et en livres toute une série de produits que nous aurions pu avoir autrement. »

La justification de ce mot de CATASTROPHE se trouve encore dans le rapport du maréchal Foch, présenté le 25 février 1919 à la Conférence de la Paix, et connu sous le nom de *Mémoire du gouvernement français sur la fixation au Rhin de la frontière occidentale de l'Allemagne et l'occupation interalliée des ponts du fleuve* : (2)

« Avant même la déclaration de guerre — y peut-on lire — l'Allemagne a occupé un territoire d'où la France tirait 90 0/0 de sa production de minerai, 86 0/0 de sa production de fonte, 75 0/0 de sa production d'acier, et 95 hauts fourneaux sur 127 sont tombés aux mains de l'ennemi. Cette situation a permis à l'Allemagne de multiplier ses ressources de guerre, en même temps qu'elle privait la France de ses moyens de défense les plus nécessaires. Elle a failli aboutir à la prise de Paris en septembre 1914, de Dunkerque, de

(1) Pour la commodité du discours, je donne le nom plus bref de Commission de Briey à « la Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France » : l'enquête sur Briey fut, en effet, le principal objet de son travail.

(2) Ce mémoire est publié en annexe du rapport général de M. Louis Barthou sur le traité de Versailles.

Calais et de Boulogne six semaines plus tard. Tout cela n'a été possible que parce que, à nos portes, à quelques jours de marche de notre capitale, l'Allemagne disposait de la plus formidable place d'armes offensive que l'histoire ait jamais connue. »

Et le maréchal Foch, dans ce même mémoire, affirmant le grand but de guerre que fut pour l'Allemagne le minerai de Briey, déclarait que *« l'Allemagne a reconnu explicitement que, si elle a pu mener la dernière guerre, c'est en se saisissant par une attaque brusquée du minerai français sans lequel jamais, au grand jamais, elle n'aurait pu conduire victorieusement cette guerre. »*

Si la perte de Briey fut « une catastrophe » au point de vue français, la perte de Thionville en eût pu être une comparable au point de vue allemand. Le 26 mai 1916, la Direction des mines remettait à M. le sénateur Henry Bérenger une note officielle où l'on peut relever cette déclaration catégorique :

« Si la région de Thionville était occupée par nos troupes, l'Allemagne serait réduite aux quelques 7 millions de tonnes de minerais pauvres qu'elle tire de la Prusse et de divers autres États ; toutes ses fabrications seraient arrêtées. Il semble donc que l'on puisse affirmer que L'OCCUPATION DE LA RÉGION DE THIONVILLE METTRAIT IMMÉDIATEMENT FIN A LA GUERRE, PARCE QU'ELLE PRIVERAIT L'ALLEMAGNE DE LA PRESQUE TOTALITÉ DU MÉTAL QUI LUI EST NÉCESSAIRE POUR SES ARMEMENTS. »

De fait, en 1913, redisons-le une fois de plus, sur 50 millions et demi de tonnes de minerai que consommait la métallurgie allemande, 28 millions et demi provenaient de la Lorraine annexée et du Luxembourg, et, sur les 14 millions demandés à l'étranger, 4 millions environ étaient en provenance de Briey.

L'extraction de ce minerai lorrain était concentrée sur la frontière même, dans un rayon d'une trentaine de kilomètres. Le bassin lorrain annexé n'était en effet exploité que du Luxembourg jusqu'au sud de la rivière d'Orne ; le reste était gardé comme réserve. La partie exploitée s'étendait de la frontière

aux coteaux de la Moselle ; le point le plus éloigné était à 12 ou 13 kilomètres, les plus rapprochés de 2 à 5 kilomètres ; les mines où se relevaient les plus fortes extractions se trouvaient sur la frontière même.

Ainsi, en défendant ce coin de notre frontière, nous eussions pu tenir sous le canon et rendre inutilisables ces mines d'où l'Allemagne tirait les deux tiers de son minerai.

C'était certainement là le défaut de la cuirasse de l'Allemagne.

Comme on le voit, le problème de Briey est double : gardant étroitement sur ce point notre frontière, nous tenions sous le canon les mines de fer, d'où les Allemands tiraient la quasi totalité du minerai de fer nécessaire à leur métallurgie — perdant la région de Briey, nous perdions, nous, non seulement la quasi totalité de notre production de minerai de fer, mais encore les trois quarts de notre production de fonte et plus de la moitié de notre production d'acier.

L'importance de cette région de Briey était double, économique et stratégique.

Le côté stratégique sera seul envisagé dans ce livre ; je laisse provisoirement le point de vue économique, qui se ramène à cette question : Comment le gouvernement de la République laissa-t-il se concentrer la quasi totalité de notre production minière et métallurgique, c'est-à-dire l'âme même de notre défense nationale, sur la frontière franco-allemande, sous le canon de Metz. L'examen d'un tel problème n'est autre, en effet, que l'histoire de la métallurgie française pendant un demi-siècle : ce sera l'objet d'un autre livre.

L'histoire d'une telle erreur doit être écrite : c'est l'une des plus terribles leçons de cette terrible guerre. L'enseignement n'en doit pas être perdu ; il faut, au contraire, qu'il soit incessamment rappelé puisqu'aussi bien les conditions de notre victoire ou plus exactement de la paix qui nous fut faite, n'ont pas écarté le danger et semblent même le faire renaître.

Un point seulement doit être préalablement éclairci.

Il est acquis que dans les prévisions successives des plans de concentration, jamais n'entra la défense directe de ce coin, pourtant capital, de la frontière et que la région de Briey ne fut l'objet, à aucun moment, d'aucun projet de défense fixe, qu'elle demeura même en deça du périmètre de la couverture.

Le pourquoi de cette énigme stratégique sera donné dans les chapitres suivants, ainsi que les raisons d'une négligence d'apparence si invraisemblable.

Il s'agit préalablement de reconnaître si l'État-Major soupçonna l'importance économique et, parce qu'économique, stratégique de cette partie de la frontière, et s'il fut exactement tenu au courant par les organes administratifs compétents d'une situation intéressant si étroitement la défense nationale.

Sut-il, en un mot, toute l'importance qu'avait pour la France, la région de Briey, siège principal et quasi unique de sa métallurgie ; sut-il surtout l'importance qu'avait pour l'Allemagne la région de Thionville, réserve minière quasi unique de sa métallurgie ?

La Commission de Briey a spécialement examiné la question. Aucun doute n'est possible : il y eut là une négligence et un désintéressement administratifs qui font frémir.

L'État, par son organe compétent, la Direction des mines, ne vit que très lentement et trop tard — en 1913, à la veille de la guerre — le danger de cette concentration de notre force métallurgique dans la région de Briey, et rien de sérieux ne fut fait pour conjurer un tel péril.

Bien plus, cette direction des mines ne prévint pas l'État-Major de l'armée, pour qui l'affaire était d'une telle importance !

J'ai, personnellement, posé nettement la question aux deux anciens directeurs des mines intéressés.

A l'un, cette interrogation fut faite : « L'importance stratégique de cette frontière de Briey, d'où l'on tenait sous le canon la presque totalité des mines allemandes apparut-elle à la Direction des

mines ? » — « Cela ne nous apparaissait pas avec toute son importance, nous a répondu M. Charguéraud ; nous ne pensions pas tellement à des événements comme ceux qui se sont produits. On voulait prendre des précautions parce qu'on se disait qu'il ne faut pas risquer des choses semblables, mais on ne pensait pas à la conflagration aussi prochaine et on ne pensait pas à aller dire au Ministère de la Guerre : nous sommes dans une situation inquiétante. »

Avec l'autre, le dialogue fut le suivant :

M. ENGERAND. — *La métallurgie française était concentrée sur la frontière, sous le canon de Metz, dans une situation extraordinairement dangereuse qui a dû vous frapper. Comment aucune mesure de défense n'a-t-elle pas été prise pour sauvegarder ce point essentiel ?*

M. WEISS. — *Ce n'était pas notre affaire. Je n'ai pas eu à intervenir.*

M. ENGERAND. — *Vous n'avez pas appelé l'attention du ministre de la guerre sur la position du minerai allemand sur la frontière ? nous pouvions tenir sous notre canon les trois quarts du minerai de la métallurgie allemande.*

M. WEISS. — *Non, c'était une chose tellement évidente que je n'avais pas à intervenir. L'idée de l'Etat-Major était que le stock était suffisant pour faire la guerre.*

M. Messimy, qui fut ministre de la Guerre en juillet-août 1914, a fait à cette Commission de Briey la déclaration suivante :

« Jamais personne, ni dans la période angoissante qui a précédé la déclaration de guerre, ni dans les premiers jours qui ont suivi la mobilisation — le G. Q. G. est resté jusqu'au 5 août à Paris, accolé au ministère de la Guerre — jamais personne ne m'a, d'une façon quelconque, entretenu de la valeur du bassin de Briey, et, inversement, de la valeur du bassin de Thionville pour les Allemands.

« Mon sentiment très net est que cette question n'a jamais été examinée au ministère de la Guerre. Si elle a été examinée au ministère des Travaux publics — car dans la circonstance la responsabilité des deux départements me paraît égale — je ne

crois pas que le ministère des Travaux publics ait signalé au ministère de la Guerre que la totalité de la fonte produite en France l'était par le bassin de Briey. »

Le général Pont, ancien chef du 3^e bureau de l'État-Major, a bien déclaré que l'importance du bassin de Thionville au point de vue de la production métallurgique de l'Allemagne, avait été exposée, dès 1907, dans une notice sur la Lorraine publiée par le 2^{eme} bureau de l'État-Major de l'armée. Je me suis reporté au document visé et n'y ai relevé que cette seule phrase (p. 24) : « Cette industrie du fer comprend, sur la rive gauche de la Moselle, 28 mines et 8 travaux au jour produisant 3.922.000 tonnes, soit 48 0/0 de la production totale de l'Allemagne. » Après avoir indiqué les principaux établissements métallurgiques de la Lorraine, le document ajoute que la production du fer en Lorraine est de 803.889 tonnes de fonte brute, dont 45 0/0 seulement sont travaillées dans le pays.

C'est à ces quelques vingt lignes, dans un livre de 550 pages, que se résument les indications fournies par le document signalé — indications au surplus périmées puisqu'en 1913, ce n'était plus 3 millions 922.000 tonnes de minerai que l'Allemagne tirait de sa frontière lorraine, mais, compte non tenu du Luxembourg, 21.136.000 — soit les 3/4 de la production totale de l'Allemagne, — et la production de fonte, de 800.000 tonnes, était passée là à 2.358.000 tonnes.

Il apparaît donc bien que l'État-Major ne fut pas tenu au courant du développement foudroyant de la production minière et métallurgique sur cette frontière lorraine.

M. le général Pont, au surplus, l'a très loyalement reconnu. Je lui posai l'interrogation suivante :

« La direction des mines avait-elle appelé l'attention de l'État-Major sur l'importance de cette région de Thionville ? La Commission possède une note de M. Weiss, ancien directeur des mines au moment de la guerre, note par lui remise, le 26 mai 1916, à la Commission de l'armée du Sénat et dont voici la conclusion :

« Si la région de Thionville était occupée par nos troupes, l'Allemagne serait réduite aux 7 millions de tonnes de minerais pauvres qu'elle tire de la Prusse ; toutes ses fabrications seraient arrêtées. L'occupation de la région de Thionville mettrait immédiatement fin à la guerre parce qu'elle priverait l'Allemagne de la presque totalité du minerai qui lui est nécessaire pour ses armements. » Si une déclaration aussi catégorique avait été faite à l'État-Major, estimez-vous qu'elle eût pu modifier ses décisions ? »

M. le général Pont a répondu : « Je ne crois pas, sans pouvoir le certifier, qu'une telle déclaration ait été faite. Si elle avait été faite avec cette netteté, cette précision, si on avait pu apercevoir avec une telle évidence l'importance du bassin de Thionville, il est certain que cela aurait pu modifier dans une certaine mesure, sinon dans son ensemble, un problème qui se posait depuis Dunkerque jusqu'à Belfort. J'accorde très nettement qu'une donnée aussi nette et précise pouvait modifier l'orientation du problème : il n'y a pas de doute sur ce point, c'est l'évidence même. »

